

§ 2. Les agents qualifiés ont accès aux locaux, terrains, navires et ont le droit de consulter les livres et documents professionnels des entreprises soumises à la convention, la présente loi et ses arrêtés d'exécution.

Ils ne peuvent toutefois pénétrer dans les locaux habités, que s'ils sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire et s'ils ont obtenu l'autorisation préalable du juge au tribunal de police; les visites dans les locaux habités doivent être effectuées entre huit et dix-huit heures, conjointement par deux agents au moins.

Ils peuvent vérifier ces livres et documents professionnels, en prendre sur place des copies ou extraits et exiger toutes explications à leur sujet.

Art. 9. La présente loi entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 janvier 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPPE

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

—
Note

Session 2010-2011

Chambre des représentants

Documents. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-853/1

Sénat

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 5-613/1. — Rapport fait au nom de la Commission, 5-613/2. — Décision de ne pas amender, 5-613/3.

§ 2. De bevoegde ambtenaren hebben toegang tot de lokalen, de terreinen en de vaartuigen. Zij hebben het recht de beroepsboeken en -documenten in te zien van de ondernemingen die onder de toepassing vallen van het verdrag, deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Tot de bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang wanneer zij met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie zijn bekleed en wanneer de rechter in de politierechtbank daartoe vooraf toestemming heeft verleend; de bezoeken in de bewoonde lokalen moeten tussen acht en achttien uur en door minstens twee ambtenaren gezamenlijk geschieden.

Zij mogen deze beroepsboeken en -documenten nazien en ter plaatse afschrift nemen of een uittreksel vragen en allerlei nodige uitleg hierover eisen.

Art. 9. Deze wet treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 januari 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

—
Nota

Zitting 2010-2011

Kamer van volksvertegenwoordigers

Stukken. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-853/1

Senaat

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 5-613/1. — Verslag namens de commissie, 5-613/2. — Beslissing om niet te amenderen, 5-613/3.

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2011 — 677

[C — 2011/14035]

3 DECEMBRE 2009. — Accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993, l'article 92bis;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment les articles 4 et 42;

Vu la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et approuvée par la loi du 19 juin 2008;

Considérant que les obligations résultant de la Convention relèvent en partie des compétences des Régions et en partie des compétences de l'Etat fédéral et qu'un accord de coopération entre les Régions et l'Etat fédéral est dès lors nécessaire;

L'Etat fédéral, représenté par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères et le Secrétaire d'Etat à la Mobilité;

La Région flamande, représentée par le Ministre-Président, le Ministre de l'Environnement et le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics;

La Région wallonne, représentée par le Ministre-Président, le Ministre de l'Environnement et le Ministre des Travaux publics;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Ministre-Président, le Ministre de l'Environnement, le Ministre des Relations extérieures et le Ministre du Port de Bruxelles;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2011 — 677

[C — 2011/14035]

3 DECEMBER 2009. — Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993, artikel 92bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 42;

Gelet op het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en goedgekeurd bij wet van 19 juni 2008;

Overwegende dat de uit het Verdrag voortvloeiende verplichtingen deels tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren en deels tot de bevoegdheid van de Federale overheid en bijgevolg een samenwerking tussen de Gewesten en de Federale Overheid noodzakelijk is;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit;

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-President, de Minister bevoegd voor Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-President, de Minister bevoegd voor het Leefmilieu en de Minister bevoegd voor Openbare Werken;

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Minister-Voorzitter, de Minister bevoegd voor Leefmilieu, de Minister bevoegd voor Externe Betrekkingen en de Minister bevoegd voor de Haven van Brussel;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1° Autorité fédérale : selon la matière les Ministres compétents pour les affaires étrangères et pour le transport par voie navigable;

2° Autorité régionale : selon la matière les Ministres compétents pour l'environnement, la politique de l'eau et pour les travaux publics et le transport par voie navigable;

3° Convention : la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et approuvée par la loi du 19 juin 2008.

Art. 2. Le présent accord prévoit les modalités de coopération pour la mise en œuvre de la Convention.

Art. 3. Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, l'Autorité régionale est tenue de :

1° élaborer une réglementation générale pour le financement de la collecte et de l'élimination des déchets huileux et gras survenant lors de l'exploitation du bâtiment, conformément à l'article 6 de la Convention;

2° désigner une instance compétente, chargée de fournir à l'Institution nationale les données relatives aux quantités éliminées de déchets huileux et gras survenant lors de l'exploitation du bâtiment ainsi que les coûts d'élimination y afférents;

3° introduire une procédure uniforme pour l'avitaillement en gasoil afin de veiller à ce que le conducteur et les stations d'avitaillement remplissent les obligations qui leur incombent en vertu du Règlement d'application, Partie A de la Convention en prévoyant en particulier l'obligation pour le conducteur de payer une rétribution d'élimination lors de chaque avitaillement en gasoil et l'obligation pour les stations d'avitaillement de communiquer à l'institution nationale chaque trimestre les quantités de gasoil fournies;

4° prévoir une interdiction générale de jeter, de déverser ou de laisser s'écouler dans la voie d'eau à partir des bâtiments des déchets survenant à bord ainsi que des parties de cargaison. Les seules exceptions pouvant être autorisées sont celles en conformité avec la Convention;

5° prévoir un réseau suffisamment dense de stations de réception agréées conformément à la Convention qui sont en règle avec la réglementation régionale en vigueur pour la réception des déchets huileux et gras survenant lors de l'exploitation du bâtiment;

6° mettre ou faire mettre en place, dans un délai de cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention, les infrastructures et autres conditions nécessaires au dépôt et à la réception de cargaisons restantes, de résidus de manutention, de résidus de cargaison et d'eaux de lavage;

7° mettre à disposition ou faire mettre à disposition suffisamment d'installations de réception pour les ordures ménagères :

a) aux installations de manutention ou dans les ports;

b) aux postes d'accostage des bateaux à passagers pour les bateaux à passagers qui y accostent;

c) à certaines aires de stationnement et écluses pour la navigation de passage;

8° installer ou faire installer dans les ports, dans un délai de cinq ans après l'entrée en vigueur de la Convention, suffisamment de stations de réception pour les slops et les autres déchets spéciaux;

9° installer ou faire installer suffisamment de stations de réception pour les eaux usées domestiques à certains postes d'accostage servant d'aires de stationnement habituelles ou d'aires de stationnement pour la nuit :

a) pour bateaux à passagers à cabines pourvus de plus de 50 emplacements de couchage;

b) pour bateaux à passagers admis aux transports de plus de 50 passagers;

Zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° Federale overheid : naargelang de materie de Ministers bevoegd voor buitenlandse zaken en voor het vervoer over de binnenwateren;

2° Gewestelijke overheid : naargelang de materie de Ministers bevoegd voor leefmilieu, waterbeleid, openbare werken en vervoer over de binnenwateren;

3° Verdrag : het Verdrag inzake de verzameling, afgifte en inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en goedgekeurd door de wet van 19 juni 2008.

Art. 2. In dit akkoord zijn de samenwerkingsregels vastgelegd voor de uitvoering van het Verdrag.

Art. 3. Binnen het kader van de uitoefening van haar bevoegdheid verplicht de Gewestelijke overheid zich ertoe om :

1° een algemene regeling uit te werken voor de financiering van de inname en de verwijdering van het olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval overeenkomstig artikel 6 van het verdrag;

2° een bevoegde instantie aan te duiden die belast is met het bezorgen aan het Nationaal Instituut van de gegevens inzake de hoeveelheid verwijderd olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval en de daaraan verbonden verwijderingskosten;

3° te voorzien in een uniforme procedure voor het bunkeren van gasolie teneinde te voorzien dat de verplichtingen die krachtens deel A van de uitvoeringsregeling van het Verdrag op de schippers en bunkerbedrijven rusten, worden vervuld door in het bijzonder te bepalen dat de schipper verplicht wordt om bij elke bunkering van gasolie een verwijderingsbijdrage te betalen en bunkerbedrijven verplicht worden om elk trimester de geleverde hoeveelheid gasolie te melden aan het nationaal instituut;

4° te voorzien in een algemeen verbod om scheepsafval en delen van lading vanaf schepen in de vaarwegen te brengen of te lozen. Uitzonderingen zijn enkel toegestaan in overeenstemming met het Verdrag;

5° te voorzien in een voldoende dicht net van overeenkomstig het Verdrag erkende ontvangstinrichtingen die in regel zijn met de ter zake geldende gewestreglementering voor de inname van olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval;

6° binnen de vijf jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag de infrastructuur en andere voorzieningen voor de afgifte en de inname van restlading, overslagresten, ladingrestanten en waswater tot stand te brengen of te laten tot stand brengen;

7° voldoende ontvangstinrichtingen voor de inname van huisvuil ter beschikking te stellen of te laten stellen :

a) bij de overslaginstallaties of in de havens;

b) aan de aanlegplaatsen voor passagiersschepen voor de daar aanleggende passagiersschepen;

c) bij bepaalde ligplaatsen en sluizen voor de doorgaande scheepvaart;

8° binnen de vijf jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag voldoende ontvangstinrichtingen in de havens in te richten of te laten inrichten voor de inname van slops en klein gevaarlijk afval;

9° voldoende ontvangstinrichtingen voor huishoudelijk afvalwater in te richten of te laten inrichten bij bepaalde als vaste of voor overnachting dienende ligplaatsen van :

a) hotelschepen met meer dan 50 slaapplekken;

b) passagiersschepen die toegelaten zijn voor het vervoer van meer dan 50 passagiers;

10° introduire une procédure uniforme en vue de la collecte et du dépôt des déchets survenant à bord auprès des stations de réception, conformément au Règlement d'application de la Convention et prévoir en particulier l'obligation d'établir une attestation de dépôt réglementaire pour les déchets huileux et graisseux survenant lors de l'exploitation du bâtiment et pour les déchets liés à la cargaison;

11° prévoir l'obligation pour les stations de réception de recueillir les déchets survenant à bord, conformément au Règlement d'application de la Convention;

12° élaborer une réglementation pour le financement de la collecte et de l'élimination des autres déchets survenant lors de l'exploitation du bâtiment, conformément à l'article 7 de la Convention;

13° fixer les droits et obligations du conducteur, conformément au Règlement d'application de la Convention;

14° fixer les obligations de l'exploitant du bâtiment, du donneur d'ordre et du destinataire de la cargaison ainsi que des exploitants des installations de manutention et des stations de réception, conformément au Règlement d'application de la Convention;

15° définir les infractions aux dispositions qui relèvent de ses compétences et fixer les sanctions pénales ou administratives.

Art. 4. Dans le cadre de l'exercice de ses compétences, l'Autorité fédérale est tenue de :

1° prévoir l'obligation pour le donneur d'ordre ou le destinataire de la cargaison de supporter les frais occasionnés par le déchargement des restes de cargaison et le lavage du bâtiment ainsi que par la réception et l'élimination des déchets liés à la cargaison, conformément au Règlement d'application, Partie B de la Convention;

2° prévoir l'obligation pour l'exploitant du bâtiment de supporter les frais occasionnés par le déchargement des restes de cargaison et le lavage du bâtiment ainsi que par la réception et l'élimination des déchets liés à la cargaison, conformément au Règlement d'application, Partie B de la Convention lorsque, avant un nouveau chargement, le bâtiment n'est pas conforme au standard de déchargement requis et que le donneur d'ordre ou le destinataire de la cargaison du transport précédent a rempli ses obligations;

3° fixer les droits et obligations du conducteur conformément au Règlement d'application de la Convention;

4° fixer les obligations de l'exploitant du bâtiment, du donneur d'ordre et du destinataire de la cargaison, conformément au Règlement d'application de la Convention;

5° définir les infractions aux dispositions qui relèvent de ses compétences et fixer les sanctions pénales ou administratives;

6° prendre en charge les frais dus par l'Etat belge pour l'Instance internationale de péréquation et de coordination et pour la Conférence des Parties contractantes.

Art. 5. § 1^{er} L'Institut pour le Transport par Batellerie (ITB) ASBL, rue de la Presse 19, 1000 Bruxelles, est désigné en tant qu'institution nationale, visée à l'article 9 de la Convention.

§ 2. L'institution nationale est responsable de l'organisation du système de financement uniforme de la réception et de l'élimination des déchets huileux et graisseux survenant lors de l'exploitation du bâtiment, conformément au Règlement d'application, Partie A, de la Convention.

L'institution nationale est chargée en particulier :

1° de percevoir la rétribution d'élimination et à cette fin, de mettre à disposition les timbres sous la forme d'un support électronique, permettant l'acquiescement;

2° d'enregistrer la somme des rétributions d'élimination perçues et les quantités éliminées des déchets huileux et graisseux survenant lors de l'exploitation du bâtiment et de communiquer ces données au plan international;

3° de surveiller le niveau des coûts d'élimination communiqués par les autorités régionales compétentes;

10° te voorzien in een uniforme procedure voor de verzameling van scheepsafval en de afgifte ervan aan de ontvangstinrichtingen overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag en in het bijzonder de verplichting vast te stellen om voor olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval en afval van lading een document als bewijs van reglementaire afgifte op te maken;

11° te voorzien in de verplichting voor de ontvangstinrichtingen om scheepsafval aan te nemen overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag;

12° een regeling uit te werken voor de financiering van de inname en verwijdering van overig scheepsbedrijfsafval overeenkomstig artikel 7 van het Verdrag;

13° de rechten en de verplichtingen van de schipper overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag vast te stellen;

14° de verplichtingen van de vervoerder, de opdrachtgever en de ladingontvanger alsmede van de exploitanten van overslaginstallaties en ontvangstinrichtingen overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag vast te stellen;

15° de inbreuken op de bepalingen die onder haar bevoegdheid vallen te bepalen en de administratieve of strafmaatregelen vast te stellen.

Art. 4. Binnen het kader van de uitoefening van zijn bevoegdheid verplicht de federale overheid zich ertoe om :

1° te voorzien in de verplichting voor de opdrachtgever of de ladingontvanger om de kosten voor het nalossen en het wassen van het schip alsmede voor de inname en verwijdering van afval van lading overeenkomstig deel B van de uitvoeringsregeling van het Verdrag te dragen;

2° te voorzien in de verplichting voor de vervoerder om de kosten voor het nalossen en het wassen van het schip alsmede voor de inname en verwijdering van afval van lading overeenkomstig deel B van de uitvoeringsregeling van het Verdrag te dragen indien het schip voor het laden niet overeenstemt met de voorgeschreven losstandaard en indien de opdrachtgever of ladingontvanger van het vorige transport zijn verplichtingen heeft vervuld;

3° de rechten en de verplichtingen van de schipper overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag vast te stellen;

4° de verplichtingen van de vervoerder, de opdrachtgever en de ladingontvanger overeenkomstig de uitvoeringsregeling van het Verdrag vast te stellen;

5° de inbreuken op de bepalingen die onder haar bevoegdheid vallen te bepalen en de administratieve of strafmaatregelen vast te stellen;

6° de kosten van het Internationaal Verevenings- en Coördinatieorgaan en van de Conferentie van Verdragsluitende Partijen die op de Belgische Staat drukken te dragen.

Art. 5. § 1 Het Instituut voor het Transport langs de Binnenwateren (ITB), VZW, Drukpersstraat 19, 1000 Brussel, wordt aangeduid als nationaal instituut, bedoeld in artikel 9 van het Verdrag.

§ 2. Het nationaal instituut staat in voor de organisatie van het uniforme financieringssysteem voor de inname en verwijdering van olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval overeenkomstig deel A van de uitvoeringsregeling van het Verdrag.

In het bijzonder wordt dit instituut belast met :

1° het ontvangen van de verwijderingsbijdrage door hiertoe zegels in de vorm van een elektronische informatiedrager ter beschikking te stellen die de ontwaarding mogelijk maakt;

2° het registreren van de totale som van de geheven verwijderingsbijdrage en van de hoeveelheid verwijderd olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval en deze internationaal mee te delen;

3° het toezien op de verwijderingskosten die door de bevoegde gewestelijke autoriteiten worden meegedeeld;

4° de verser les montants provisoires et définis déterminés par l'Instance internationale de péréquation et de coordination visée à l'article 10 de la Convention et dus à d'autres institutions nationales au titre de la péréquation financière internationale;

5° de verser à chaque Autorité régionale les montants qui lui reviennent après la péréquation financière internationale en vue du financement de la collecte et de l'élimination des déchets huileux et grassex survenant lors de l'exploitation du bâtiment;

6° de représenter les parties contractantes du présent accord de coopération au sein de l'Instance internationale de péréquation et de coordination;

7° de présenter à l'Instance internationale de péréquation et de coordination des propositions communes des parties contractantes du présent accord de coopération pour la définition du réseau des stations de réception nécessaire sur le plan national.

§ 3. L'exécution de tâches de l'institution nationale se déroule sous le contrôle d'un groupe pilote composé :

- 1° d'une représentation de l'institution nationale;
- 2° d'une représentation de l'Etat fédéral;
- 3° d'une représentation de la Région flamande;
- 4° d'une représentation de la Région wallonne;
- 5° d'une représentation de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 6° d'une représentation du secteur de la navigation intérieure;

7° d'une représentation des donneurs d'ordre des stations de réception des déchets huileux et grassex survenant lors de l'exploitation du bâtiment.

Ce groupe pilote arrête son règlement d'ordre intérieur et fixe les modalités de son fonctionnement.

Un membre suppléant est désigné pour chaque membre effectif. Le membre suppléant ne peut siéger qu'en l'absence du membre effectif.

§ 4. A l'exception des coûts que supporte l'autorité fédérale en exécution de l'article 4, les coûts administratifs et d'exploitation que supporte l'ITB en exécution de la mission d'institution nationale sont payés par les Régions sur base d'un montant annuel qui est fixé à € 78.000 pour la première année de fonctionnement. Il sera payé en 4 tranches chaque fois à la fin du trimestre, sur présentation d'une facture de l'ITB.

Avant le 1^{er} septembre de chaque année, le groupe pilote fixe le montant pour l'année suivante sur base de l'évolution des coûts administratifs et d'exploitation réels de l'ITB.

A défaut de fixation d'un montant adapté avant le 1^{er} septembre, le montant fixé pour l'année en cours reste d'application pour l'année de fonctionnement suivante, augmenté toutefois d'une indexation calculée sur base des prix à la consommation des mois de janvier de l'année en cours et de l'année précédente.

S'il apparaît à l'issue d'une année de fonctionnement que les coûts administratifs et d'exploitation réels de l'ITB sont plus ou moins élevés que le montant fixé pour cette année, la différence en plus ou en moins est apurée avec la première facture de l'année suivante.

§ 5. La répartition du montant entre les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale s'effectue selon une clé de répartition qui pour la première année de fonctionnement est fixée à 77 % pour la Région flamande, 22 % pour la Région wallonne et 1 % pour la Région de Bruxelles-Capitale. Le groupe pilote mentionné au § 3, peut adapter, avant le 1^{er} septembre de chaque année, la clé de répartition pour l'année suivante en fonction de données objectives sur la répartition réelle entre les trois Régions des activités de l'ITB en tant qu'institution nationale.

A défaut de fixation d'une clé de répartition adaptée avant le 1^{er} septembre, la clé de répartition de l'année en cours reste d'application pour l'année de fonctionnement suivante.

4° het afdragen van de door het in artikel 10 van het Verdrag bedoelde internationale Verevenings- en Coördinatieorgaan vastgestelde voorlopige en definitieve vereveningsbedrag aan de andere nationale instituten in het kader van de internationale financiële verevening;

5° het storten van de gelden die aan elke gewestelijke autoriteit na de internationale financiële verevening toekomen ter financiering van de inname en verwijdering van olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval;

6° het vertegenwoordigen van de bij dit samenwerkingsakkoord contracterende partijen in het Internationale Verevenings- en Coördinatieorgaan;

7° het doen van door de bij dit samenwerkingsakkoord contracterende partijen gemeenschappelijke voorstellen aan het Internationale Verevenings- en Coördinatieorgaan ter vaststelling van het vereist nationale net van ontvangstinrichtingen.

§ 3. De uitvoering van het takenpakket van het nationaal instituut gebeurt onder toezicht van een stuurgroep samengesteld uit :

- 1° een vertegenwoordiging van het nationaal instituut;
- 2° een vertegenwoordiging van de Federale Staat;
- 3° een vertegenwoordiging van het Vlaamse Gewest;
- 4° een vertegenwoordiging van het Waalse Gewest;
- 5° een vertegenwoordiging van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 6° een vertegenwoordiging van de binnenvaartsector;

7° een vertegenwoordiging van de opdrachtgevers van de ontvangstinrichtingen voor inname van olie- en vethoudend scheepsbedrijfsafval.

Deze stuurgroep stelt haar huishoudelijk reglement op en bepaalt haar werkwijze.

Voor elk effectief lid wordt een plaatsvervanger aangeduid. Het plaatsvervangend lid zetelt enkel in afwezigheid van het effectief lid.

§ 4. Met uitzondering van de kosten die de federale overheid draagt in uitvoering van artikel 4 worden de bedrijfs- en administratiekosten die het ITB draagt als gevolg van de uitvoering van de opdracht van nationaal instituut vergoed door de Gewesten op basis van een jaarlijks bedrag dat voor het eerste werkingsjaar op € 78.000 wordt vastgesteld. Het wordt in 4 schijven betaald, telkens op het einde van een kwartaal, op voorlegging van een factuur van het ITB.

Voor 1 september van elk jaar stelt de stuurgroep het bedrag vast voor het volgende jaar op basis van de evolutie van de werkelijke bedrijfs- en administratiekosten van het ITB.

Bij gebrek aan vaststelling van een aangepast bedrag vóór 1 september zal voor het volgende werkingsjaar het vastgestelde bedrag van het lopende jaar van toepassing blijven, echter met een indexatie op basis van de indexcijfers der consumptieprijzen van de maanden januari van het lopende en het voorgaande jaar.

Indien na afloop van een werkingsjaar blijkt dat de werkelijke bedrijfs- en administratiekosten van het ITB hoger of lager liggen dan het voor dat jaar vastgestelde bedrag, wordt het verschil in meer of in min verrekend met de eerste factuur van het volgende jaar.

§ 5. De verdeling van het bedrag over het Vlaamse, het Waalse en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gebeurt volgens een verdeelsleutel die voor het eerste werkingsjaar wordt vastgesteld op 77 % voor het Vlaamse Gewest, 22 % voor het Waalse Gewest en 1 % voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. De in § 3 vermelde stuurgroep kan vóór 1 september van elk jaar de verdeelsleutel voor het volgende jaar aanpassen in functie van objectieve gegevens over de reële verdeling over de 3 Gewesten van de activiteiten van het ITB als nationaal instituut.

Bij gebrek aan vaststelling van een aangepaste verdeelsleutel voor 1 september zal voor het volgende werkingsjaar dezelfde verdeelsleutel van het lopende jaar van toepassing blijven.

Art. 6. Les litiges entre les parties contractantes concernant l'interprétation ou l'exécution du présent accord sont tranchés dans le cadre de la Conférence interministérielle de l'Environnement élargie aux autres Ministres concernés cités dans le présent accord de coopération.

A défaut de solution, le litige est soumis à une juridiction telle que visée à l'article 92bis, §§ 5 et 6, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 7. Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} novembre 2009.

Art. 8. Les Ministres sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent accord de coopération.

Bruxelles, le 3 décembre 2009, en quatre exemplaires originaux.

Pour l'Etat :

Le Premier Ministre,
Y. LETERME

Le Ministre des Affaires étrangères,
S. VANACKERE

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,
E. SCHOUPPE

Pour la Région flamande :

Le Ministre-Président,
K. PEETERS

Le Ministre de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

Le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,
H. CREVITS

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement,
de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
P. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Energie, de la Politique de l'eau,
de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide
médicale urgente et du Logement,

Mme E. HUYTEBROECK

Le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique
et des Relations extérieures,
J.-L. VANRAES

Le Ministre des Travaux publics, du Transport,
du Port de Bruxelles et de la Politique de l'Informatique,
Mme B. GROUWELS

Art. 6. De geschillen die tussen de contracterende partijen rijzen wat betreft de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord worden beslecht in het kader van de Interministeriële Conferentie voor Leefmilieu, uitgebreid tot andere betrokken ministers vermeld in dit samenwerkingsakkoord.

Bij gebrek aan een oplossing wordt het geschil voorgelegd aan een rechtscollège zoals bedoeld in artikel 92bis, §§ 5 en 6, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 7. Dit akkoord treedt in werking op 1 november 2009.

Art. 8. De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de tenuitvoerlegging van dit samenwerkingsakkoord.

Brussel, 3 december 2009, in vier originele exemplaren.

Voor de Staat :

De Eerste Minister,
Y. LETERME

De Minister van Buitenlandse Zaken,
S. VANACKERE

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,
E. SCHOUPPE

Voor het Vlaamse Gewest :

De Minister-President,
K. PEETERS

De Minister van Leefmilieu, Natuur en Cultuur,
J. SCHAUVLIEGE

De Minister van Mobiliteit en Openbare Werken,
H. CREVITS

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu,
Ruimtelijke ordening en Mobiliteit,
P. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Platteland, Natuur,
Bos en Patrimonium,
B. LUTGEN

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Minister-Voorzitter,
C. PICQUE

De Minister van Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing,
Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt
en Externe Betrekkingen,
J.-L. VANRAES

De Minister van Openbare Werken, Vervoer,
Haven van Brussel en Informatiebeleid,
Mevr. B. GROUWELS

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION**

F. 2011 — 678 (2009 — 3972)

[C — 2011/03062]

10 NOVEMBRE 2009. — Arrêté royal fixant le plan comptable applicable à l'Etat fédéral, aux communautés, aux régions et à la Commission communautaire commune. — 2^e erratum

Au *Moniteur belge* n° 410 du 11 décembre 2009. Il y a lieu d'insérer la version néerlandaise de l'annexe 2II A-B (tableau de synthèse des comptes de résultats, classe 6-7) dans l'annexe de l'édition 2 sous la publication de la partie 17, suite à la page 78558 et avant l'annexe 3.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
BUDGET EN BEHEERSCONTROLE**

N. 2011 — 678 (2009 — 3972)

[C — 2011/03062]

10 NOVEMBER 2009. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de federale Staat en op de gemeenschappen, de gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. — 2^e erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 410 van 11 december 2009. De Nederlandse versie van de bijlage 2II A-B (synthesetabel van de resultatenrekening - klasse 6-7) dient ingelast te worden in de bijlage van de editie 2, onder de publicatie van deel 17, achter de bladzijde 78558 en vóór bijlage 3.